

Suisse. Le laboratoire des crises politiques à venir

Titre(s) : Suisse. Le laboratoire des crises politiques à venir [[periodique]] / Mercedes Ruehl

Ensemble : Courrier international 1851

Auteur(s) : Ruehl, Mercedes

Editeur, producteur : 23/04/26

Description matérielle : pp.18-19

ISSN : 1154-516X

Note sur la description matérielle : 2

Résumé ou extrait : La Suisse apparaît comme un terrain d'essai des tensions politiques qui gagnent ensuite d'autres démocraties européennes. Au cœur de l'article figure la votation prévue en juin sur une initiative visant à plafonner la population à 10 millions d'habitants, alors que le pays en compte actuellement 9,1 millions. Une adoption pourrait fragiliser certains accords avec l'Union européenne, notamment sur la libre circulation, et compliquer l'accès des entreprises à une main-d'œuvre étrangère qualifiée. Le texte interroge la démocratie directe suisse : amortit-elle les colères politiques ou, au contraire, favorise-t-elle des votes binaires sur des sujets explosifs comme l'immigration ou la fiscalité ? Le mécanisme des initiatives populaires permet, avec 50 000 signatures, d'obtenir un référendum sur une loi, et avec 100 000 signatures, de soumettre une modification constitutionnelle au vote. Or ces seuils datent de 1977, quand la population suisse était inférieure d'un tiers à celle d'aujourd'hui. Depuis 1891, 229 initiatives populaires fédérales ont été soumises aux électeurs, mais seulement 26 ont été approuvées. Leur fréquence a toutefois fortement augmenté : moins d'une par an en moyenne jusqu'en 1970, plus de quatre par an depuis le début du siècle. L'article rappelle plusieurs précédents marquants : en 1970, une initiative voulant limiter les étrangers à 10 % de la population avait recueilli 46 % des voix alors qu'ils représentaient 12 % de la population ; en 2009, l'interdiction des minarets a été approuvée ; en 2014, une initiative contre l'immigration de masse a été adoptée ; en mars 2024, les Suisses ont accepté un treizième mois pour les retraités. Les initiatives sont de plus en plus portées par des acteurs organisés et des partis qui les utilisent pour imposer un sujet à l'agenda. La relation avec l'UE constitue le prochain grand test, avec un futur vote sur un accord de stabilisation des liens avec Bruxelles, potentiellement soumis à une double majorité des votants et des 26 cantons. Malgré ces crispations, le système continue aussi à canaliser la colère dans les urnes et à produire des compromis....

Sujet - Nom commun : Référendum -- Suisse